

NAJIB MIKATI

Président du Conseil des ministres du Liban

Excellences,

Cher Monsieur de Montbrial,

Mesdames, Messieurs,

Pour commencer, je tiens à remercier la « World Policy Conference » et M. Thierry de Montbrial de m'avoir invité à prendre la parole aujourd'hui, dans cette région du monde si chère à mon cœur.

Dans des temps aussi instables que les nôtres, il est bon que les décideurs se rassemblent régulièrement, pour réfléchir ensemble aux façons d'adapter les modes de gouvernance aux évolutions, ô combien rapides, de notre monde. Car dans un contexte où il devient de plus en plus difficile d'anticiper les événements, il est nécessaire d'accompagner les changements afin de garantir à tous les citoyens la sécurité, le développement économique et social et ces droits fondamentaux que sont les libertés civiles.

Mais, plutôt que de « changements », il serait plus juste de parler de « bouleversements », puisque ce sont les fondements mêmes des systèmes qui organisent nos sociétés qui se trouvent remis en cause. Certes, la région du Moyen Orient attire plus fortement l'attention des médias en raison des troubles qu'elle connaît, mais l'Occident ne semble pas échapper pour autant à ce phénomène.

Sur le plan économique, les crises successives ont engendré un questionnement sur le rôle des banques dans l'économie, et obligé les gouvernements occidentaux à adopter des réformes structurelles qui accentuent le rôle de l'Etat.

Au niveau politique, la perte de confiance envers les partis traditionnels se traduit par une montée de l'extrémisme qui n'est pas – hélas – sans rappeler celle qu'a connue l'Europe à la veille de la 2^{ème} Guerre Mondiale.

En ce qui concerne la géopolitique, suite à l'éclatement de la bipolarisation qui a succédé à la 2^{ème} Guerre Mondiale, deux dynamiques coexistent : d'une part une bipolarisation Monde arabo-musulman – Occident et, d'autre part, une multi polarisation dans laquelle l'Asie et les pays émergents jouent un rôle de plus en plus marquant.

Mais, aux bouleversements économiques, politiques, géopolitiques et sécuritaires répondent des mutations idéologiques grandement facilitées par l'explosion des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Or, comme on a toujours pu le constater, les périodes de grands changements sont aussi des périodes d'importants conflits et, malheureusement, les bruits de bottes se font insistants, mais dans notre région cette fois: la « poudrière du Moyen-Orient » a pris la place de la « Poudrière des Balkans » du début du vingtième siècle. A cet égard, les chiffres de l'Indice Global de Militarisation sont alarmants : parmi les dix pays ayant le plus fort taux de militarisation au monde, six se trouvent au Proche -Orient.

Ne nous voilons pas la face, la tension a atteint un seuil critique et il suffirait d'une étincelle pour que toute l'aire géopolitique Asie de l'Ouest – Moyen-Orient s'embrace dans un incendie qui n'épargnerait probablement pas l'Europe.

En effet, pour ne citer qu'elles, les questions liées à l'énergie, aux flux migratoires ou aux flux d'idées, font que la stabilité de l'Occident en général, et de l'Europe en particulier, se trouve directement liée à celle de cette zone.

Pourtant, face à un éventail de menaces d'ordre économique, social, sécuritaire et stratégique, une lueur d'espoir existe, qui repose, d'une part sur la sagesse des dirigeants et, d'autre part, sur la capacité qu'auront ceux-ci à utiliser les dynamiques de leur société pour adapter les modèles de gouvernance aux mutations de tout ordre.

Or, notre région est actuellement le théâtre de nombreux conflits, ouverts ou latents, qui vont de l'escarmouche à la guerre ouverte et se mènent tant sur le terrain militaire que sur celui des médias – sous-tendus par des motivations politiques, économiques, religieuses ou sociales -, directement ou par procuration.

La crise syrienne, en premier lieu, qui dure depuis 20 mois, ne fait que croître en intensité et en nombre de victimes, et il est quasiment impossible de prévoir son évolution, comment et quand elle trouvera son terme, ou qui prendra la relève.

Mais il y a une chose dont nous sommes certains : si nous ne prenons pas de mesures pour nous en tenir à distance, elle ne manquera pas d'affecter les pays limitrophes, et en premier lieu le Liban.

Mesdames, Messieurs,

Si les situations de guerre exigent l'attention immédiate de la communauté internationale, il importe de ne pas négliger, pour autant, la période post-conflit ou, dans le cas de ce que l'on appelle « le Printemps Arabe », la période post-révolution, faute de le voir se transformer en simple « Printemps de Prague », bref intermède de liberté avant un durcissement d'autant plus fort, que l'espoir suscité a été grand.

Or, c'est un fait admis qu'après la fin d'un conflit armé, la communauté internationale dispose d'une courte fenêtre, au cours de laquelle peuvent être instaurées des réformes importantes. Passé ce délai, les forces en présence se cristallisant sur leurs positions il n'est plus possible d'obtenir facilement un consensus. Cela vaut aussi bien pour les réformes relatives à la gouvernance.

Or, si les experts dans leur ensemble s'accordent sur la nécessité de ces réformes, ils ne sont pas pour autant d'accord sur les moyens de les mettre en œuvre ; car certains mettent en avant la nécessité d'établir, en premier lieu, la démocratie et d'autres, celle d'améliorer le niveau éducatif et de promouvoir le développement économique. Il s'agit en réalité, de concilier ces deux aspirations, qui ne sont en rien antinomiques, tout en gardant à l'esprit qu'il n'existe pas de panacée : car il faut être conscient que l'établissement de véritables démocraties dans le monde arabe prendra beaucoup de temps et requerra beaucoup d'efforts.

Donc, avant de pouvoir affronter les défis que requiert la mise en place d'une gouvernance politique ou économique, notre région devra passer d'abord par une phase de transition qui forcera les sociétés civiles à se remettre en question pour chercher le modèle le plus apte à assurer leur stabilité et leur prospérité.

A cet égard, par sa tradition de liberté individuelle dans une société multiculturelle et tolérante, le Liban, pourrait constituer un modèle pour celles des nations du monde arabe qui cherchent encore leur devenir.

En effet, contrairement à ce qui pourrait être parfois perçu, les Libanais sont toujours restés, à travers leur histoire, fidèles aux valeurs de la Démocratie ; ils ont toujours défendu l'Etat de droit. Notre constitution garantit les droits de l'Homme ainsi que les libertés fondamentales de tous les citoyens. Ces valeurs, auxquelles nous avons souscrit historiquement, nous ont aidés à promouvoir le développement d'une société civile tolérante et d'un système politique qui favorise l'alternance du pouvoir.

Car le Liban, qui possédait déjà un parlement à l'époque où il était encore la Phénicie, est avant tout une terre de Démocratie et de liberté individuelle. Et ce sont ces valeurs qui nous ont épargné la contagion du Printemps Arabe.

Mesdames, Messieurs,

Depuis des siècles, l'Occident et le monde arabo-musulman exercent l'un sur l'autre une grande influence. Et depuis la deuxième moitié du siècle dernier nous observons un déplacement de ces relations de l'espace culturel et militaire vers les sphères économique et sécuritaire, tendance qui s'accompagne d'un rééquilibrage dans le sens d'une étroite interdépendance.

Il en va donc de l'intérêt de l'Occident que prévale la stabilité dans cette région car, à l'heure des nouvelles technologies, « l'effet papillon » de Lorentz prend tout son sens. Et oui, malheureusement, le battement d'une aile de papillon à Téhéran ou au Caire risque de déclencher une tornade en Asie ou en Europe

Or, traversé par des lignes de faille d'ordre ethnique, social, religieux, culturel, économique, géopolitique, militaire... notre région concentre, à l'heure actuelle, une formidable somme de défis.

Nous sommes maintenant à la croisée des chemins ; les pays issus des révolutions peuvent devenir des Etats modérés, capables de mettre en place les règles de bonne gouvernance tant désirées par ses nouvelles générations ou retomber, au choix, dans la dictature – politique ou religieuse - ou dans le chaos.

C'est pourquoi il est impératif de trouver des solutions et ce, de façon urgente. Des solutions à la fois durables et justes.

Après la chute de l'Empire Soviétique, l'Europe de l'Ouest a eu le génie de venir en aide à la plupart des pays qui avaient subi le joug de dictatures en place depuis des décennies. Beaucoup d'investissements ont été fait dans ces pays dans le but de créer des emplois et d'améliorer le niveau de vie des citoyens. Des efforts ont également été consentis pour former et éduquer - principalement - les jeunes, et les préparer ainsi à prendre la relève, tant dans le secteur privé que dans l'administration publique.

Notre région regorge de jeunes, avides de connaissance et de changement. Mais il s'agit d'être vigilant, car aucune démocratie ne peut perdurer si la société n'améliore pas son niveau d'éducation et son développement économique.

C'est pourquoi, afin de préserver les acquis des révoltes dans le monde arabe, pour éviter que les sociétés civiles ne sombrent dans l'intégrisme et l'extrémisme, et pour les conduire, plutôt, à s'engager sur le chemin de la bonne gouvernance, il faudra mettre rapidement en place un plan visant à augmenter le niveau d'éducation et à créer des emplois. Car il ne faut pas oublier que plus de la moitié de la population du monde arabe a moins de 25 ans, ce qui pourrait être une opportunité ou une calamité... selon la façon dont nous agissons.

En effet, une société éduquée et qui crée des emplois pour ses citoyens est une société tolérante ; c'est le meilleur remède contre l'extrémisme.

Mesdames, Messieurs,

C'est aux dirigeants qu'il revient de guider les changements dans la bonne direction, en proposant des réformes orientées sur le développement économique et social, la paix civile et le respect des libertés et des droits des citoyens, un trinôme qui repose sur la mise en place d'un certain nombre de piliers tels que:

- La mise en place de systèmes électoraux participatifs et représentatifs. En cela, le Liban peut fournir un bon exemple.
- La réforme de l'administration et la mise en place des principes de la bonne gouvernance, en particulier la transparence, la responsabilité envers les citoyens et l'éradication de la corruption.



- La mise en place d'un plan de développement socio-économique prenant en compte, en particulier, le volet éducatif et le volet sanitaire et posant la formation et la création d'emplois pour les jeunes comme priorité absolue.
- La valorisation du rôle de la femme dans la société civile, ce rôle étant inséparable de tout processus de développement harmonieux.
- La séparation entre la religion et l'Etat, la religion relevant de la sphère privée.

Mesdames, Messieurs

Nous ne prôtons pas la mise en place de systèmes calqués sur ceux de l'Occident, systèmes qui seraient impossibles à appliquer dans cette phase tumultueuse de transition majeure. Il s'agit plutôt d'adapter des modèles de gouvernance et d'éducation basés sur les valeurs que je viens d'évoquer.

A titre d'exemple, la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement (BERD) a mis en place en Autriche, avec le FMI et la Banque Mondiale, le « Joint Vienna Institute », pour former les membres jeunes et moins jeunes de la société civile à prendre en main l'administration de leur pays.

La même chose devrait être faite pour le monde arabe. L'aide financière des pays riches ne suffit pas. Il faut un savoir-faire Européen pour former les jeunes de la société civile à prendre en charge leur pays et à le gérer selon les principes de la bonne gouvernance.

Le Liban a toujours été fier d'être un pont entre l'Occident et le monde arabe. C'est pourquoi, je propose de créer « The Beirut Institute » en alliant le savoir-faire européen avec des fonds arabes, dans le but de former les jeunes du Monde Arabe qui souhaitent intégrer l'administration publique.

Mesdames, Messieurs

J'aime particulièrement une phrase de Clémenceau : « Dans la guerre, comme dans la paix, le dernier mot est à ceux qui ne se rendent jamais ». La résilience du peuple libanais ne s'est jamais démentie dans la guerre. Dans la paix, nous continuerons à porter les valeurs, qui nous tiennent tant à cœur, de la tolérance, de la démocratie et des libertés civiles, en espérant qu'elles deviennent aussi celles de toute notre région...

Merci